Questions orales

LA SURVEILLANCE DU PARTI QUÉBÉCOIS—LA POSSIBILITÉ D'ENQUÊTE QUANT À LA SURVEILLANCE D'AUTRES PARTIS POLITIQUES

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Permettez-moi de demander au premier ministre quand il a découvert, en 1974 ou en 1975, sa mémoire n'est pas très bonne non plus sur ce point, que la GRC exerçait une surveillance systématique sur les activités du Parti Québécois? Le 2 novembre, il a dit à la Chambre qu'il a mis fin à cette pratique en 1974 ou en 1975. A cette époque, a-t-il demandé à la GRC si elle exerçait une surveillance sur les activités d'autres partis politiques au Canada; sinon, pourquoi?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà signalé à la Chambre, la question s'est posée lorsqu'on nous a remis, à moi et au comité du cabinet chargé de la sécurité et des renseignements, un rapport dans lequel on nous demandait s'il n'y avait pas lieu d'enquêter sur le parti comme tel afin d'en savoir davantage sur les groupements ou les factions qui pourraient préconiser la séparation par la violence. La GRC nous demandait si elle devait continuer de pratiquer ce genre de surveillance et nous lui avons répondu que non et qu'aucun parti librement élu ne devait faire l'objet de surveillance au Canada.

Une voix: Rejetez la faute sur la GRC.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, peut-être que cette fois-ci, le premier ministre va essayer de répondre à la question. Voici ce que je lui ai demandé: lorsqu'il a appris en 1974 ou en 1975 que la GRC pratiquait ce genre de surveillance et qu'il a exprimé sa profonde stupéfaction, a-t-il oui ou non demandé à la GRC si elle surveillait les activités d'autres gouvernements démocratiquement élus en Colombie-Britannique, au Manitoba ou n'importe où ailleurs au Canada?

M. Trudeau: Franchement non, monsieur l'Orateur. Je ne lui ai pas demandé si elle enquêtait sur mon propre parti ou sur celui du député.

Une voix: Vous préféreriez ne rien savoir.

* * *

● (1427)

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

ON DEMANDE SI LE QUÉBEC A SOLlicité L'AIDE FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT POUR EXPLOITER LES GISEMENTS D'AMIANTE

M. Armand Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Pourrait-il dire à la Chambre si son homologue de la province de Québec lui a demandé une aide financière dans le but de mettre en exploitation les gisements d'amiante que la province de Québec possède présentement?

[Traduction]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant d'une telle demande.

[Français]

M. Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, étant donné que le ministre provincial du Québec fait présentement

le tour de sa province pour annoncer la mise en exploitation des gisements d'amiante, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il serait intéressé à rencontrer le ministre québécois afin de discuter d'une aide financière du gouvernement fédéral, ce qui réduirait par le fait même le taux de chômage dans le Québec, ce dont la Chambre des communes se préoccupe énormément.

[Traduction]

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je n'ai jamais pu comprendre comment la nationalisation des mines d'amiante du Québec pourrait accroître le nombre des emplois dans cette province.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LE RAPPORT HARE SUR L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS NUCLÉAIRES—LES CONCLUSIONS CONTRAIRES À CELLES D'AUTRES RAPPORTS

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de l'environnement. Le ministre a-t-il pris connaissance du rapport Hare sur l'élimination des déchets nucléaires? Sait-il que la principale conclusion de ce rapport, selon laquelle aucun obstacle technologique ne s'opposerait à l'élimination des déchets nucléaires qui demeureront longtemps radioactifs, est tout à fait contraire de celle de maints rapports publiés récemment, y compris celui de l'ancien conseiller du cabinet en matières scientifiques, et celui de la commission Flowers au Royaume-Uni, rapports qui concluent tous à la nécessité de mettre la pédale douce pour le moment au développement nucléaire? Sait-il que cette conclusion va à l'encontre de celle qu'a tirée le conseil consultatif du président des États-Unis sur la qualité de l'environnement?

L'hon. Len Marchand (ministre d'État (environnement)): Monsieur l'Orateur, je me demande si j'arriverai à répondre à toutes les questions du député pendant la période des questions. Je n'ai pas encore eu l'occasion d'étudier le rapport en détail. Je l'ai feuilleté rapidement, mais je l'examinerai plus en détail dans les prochains jours. Le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources ainsi que l'EACL étudient très attentivement les possibilités d'élimination des déchets radioactifs. C'est un problème qui nous préoccupe beaucoup.

LE RENVOI POSSIBLE DU RAPPORT HARE AU COMITÉ

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, après avoir étudié le rapport, qui sera probablement déposé tout à l'heure, le ministre pourrait-il envisager la possibilité de le renvoyer à un comité spécial de la Chambre pour que l'on tienne des audiences publiques à ce sujet, comme ce fut le cas pour certains des autres rapports auxquels j'ai fait allusion?

L'hon. Len Marchand (ministre d'État (environnement)): Monsieur l'Orateur, j'en discuterai bien volontiers avec mon collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, pour voir ce que l'on peut faire à ce sujet.